

Note de conjoncture

Deuxième trimestre 2011

• Actualité internationale et locale

Au deuxième trimestre 2011, l'actualité internationale est marquée par le resserrement des politiques monétaires pour lutter contre l'inflation qui repart via le coût élevé des matières premières. L'automne 2011 s'annonce potentiellement aussi dangereux que celui de 2008 qui a déclenché la pire crise économique d'après guerre : les banques ont été sauvées avec l'argent public, mais rien d'autre n'ayant été fait, ce sont aujourd'hui les États, surendettés, qui se retrouvent en grandes difficultés. Localement, le gouvernement prolonge ses mesures de soutien (par la demande des ménages) au secteur de la construction, malgré des tensions sur les finances publiques.

• Zoom sur la conjoncture au premier semestre 2011

Le climat conjoncturel mondial s'est dégradé depuis mars. Les économies avancées sont affectées par des chocs défavorables qui ralentissent leur production (tsunami au Japon, intempéries aux États-Unis), tandis que les pays émergents resserrent leurs politiques monétaires afin de réfréner la surchauffe inflationniste, risquant ainsi de ralentir leur demande. Entre la croissance qui ralentit, l'inflation qui repart, le moral des ménages et des chefs d'entreprises qui faiblit, les politiques restrictives d'États trop endettés et la crise européenne qui repart, la fin de l'année s'annonce difficile. Les économies avancées subissent une hausse des prix des matières premières importées qui pèse sur les coûts des entreprises et le pouvoir d'achat des consommateurs. La conjoncture économique de la Polynésie française ne se démarque pas des autres, sinon qu'elle est soumise à des incertitudes supplémentaires dues à un nouveau changement de gouvernement début avril. L'inflation repart et le chômage persiste ; ces hausses atteignent le moral des ménages dont la consommation ne repart pas, et le climat des affaires continue de se dégrader, annonçant un second semestre difficile.



N° 03/2011

Directeur de la publication :
Stéphan CHALLIER

Auteur de la publication :
Claire TALVARD

Réalisation : ISPF

Dépôt légal : Octobre 2011
ISSN 2118-478X
©ISPF 2011

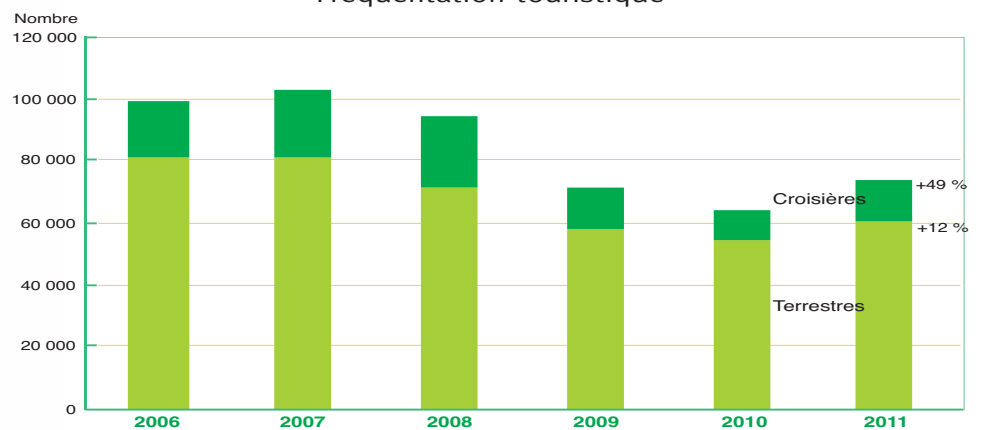
B.P. 395 - 98 713 Papeete - Tahiti
Tél. : (689) 47 34 34 / Fax : (689) 42 72 52
Courriel : ispf@ispf.pf
Site internet : www.ispf.pf



le chiffre **+18 %**

C'est la hausse de la fréquentation touristique entre le premier semestre 2010 et le premier semestre 2011.

Fréquentation touristique



Actualité internationale

Avril

- le 06 • **CHINE – Taux d'intérêt** : la Banque centrale de Chine relève à nouveau ses taux pour réduire le volume des liquidités et lutter contre l'inflation. Après avoir relevé de 50 points de base le taux des réserves obligatoires le 25 mars 2011, elle augmente de 25 points de base ses taux directeurs, soit 3,25 % pour le taux de dépôt à un an et 6,31 % pour les prêts à plus d'un an. Le déficit commercial (le premier enregistré par la Chine depuis mars 2010) a atteint 7,3 milliards de dollars au mois de février.
- le 07 • **ZONE EURO – Taux d'intérêt** : la Banque centrale européenne augmente de 25 points de base le taux d'intérêt des opérations principales de refinancement de l'Eurosystème ainsi que le taux d'intérêt de la facilité de prêt marginal et de la facilité de dépôt à respectivement 1,25 %, 2 % et 0,50 %. La dernière augmentation date de juillet 2008. Le Président de la BCE observe que « les données économiques récentes confirment que la tendance de l'activité économique dans la zone euro reste positive dans un contexte d'incertitude toujours élevé ».
- le 18 • **CHINE – Politique monétaire** : la banque centrale de Chine relève son taux de réserve obligatoire de 0,5 point. Pour les grandes banques le taux est désormais de 20,5 % et de 18,5 % pour le reste du système bancaire. Le taux de réserve obligatoire a été relevé de 200 pb depuis janvier et de 350 pb depuis septembre dernier. Les flux de capitaux sont massifs début 2011, en particulier les capitaux spéculatifs, cause importante du durcissement de la politique monétaire (en plus de l'inflation sous-jacente). L'ampleur de ces flux de capitaux est suffisante pour présenter un risque pour le système financier (augmentation de la liquidité en Chine et risque de bulles sur les prix d'actifs). En augmentant le taux de réserves obligatoires, la PBC « immobilise » une partie de ces capitaux (autour de 50 milliards de \$US).

Mai

- le 06 • **FINANCES - Matières premières** : les fortes tensions sur le marché des matières premières a débouché, en une journée à Wall Street, sur la baisse du cours du pétrole de 8 %, celui de l'argent de 13 %, l'or de 4 %, maïs, blé et soja de 2 % à 3 %. Au total, l'indice des matières premières a plongé de 5 %, sa plus lourde correction depuis la crise financière de 2008 et l'une des plus fortes de son histoire. Suite à la chute du cours de l'or noir, le plus important fonds spéculatif du monde aurait perdu 400 millions de dollars. D'autres fonds auraient subi des pertes. La bulle spéculative sur le pétrole s'est dégonflée d'une manière inattendue : le brut a perdu 14,7 % en une semaine, la plus forte baisse en pourcentage jamais enregistrée depuis la semaine du 19 décembre 2008. Et cette chute des cours du pétrole a été une surprise pour les investisseurs, même chevronnés.
- le 23 • **OCDE – PIB** : l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) va lancer, dans le cadre des célébrations du cinquantième anniversaire de l'institution, un nouvel indice baptisé « Vivre mieux », inspiré des travaux de Joseph Stiglitz, qui permettra de juger de la qualité de vie dans 34 pays participants. Onze thèmes seront passés au crible (logement, revenu, travail, communauté, éducation, environnement, gouvernance, santé, bien-être subjectif, sécurité, conciliation travail et vie privée) et permettront aux personnes qui le souhaitent de comparer la situation de leur pays aux autres.
- le 23 • **ZONE PACIFIQUE – La Niña** : le phénomène climatique La Niña, rendu notamment responsable des pluies torrentielles en Australie, Amérique du Sud et Asie du Sud fin 2010, début 2011, est actuellement en fin de course, a annoncé l'Organisation météorologique mondiale (OMM). Les conditions de pêche dans l'océan pacifique seront quasi neutres pour le deuxième semestre de 2011.
- le 24 • **INDE – Prêt** : pour se faire une place sur le continent africain face à la Chine, l'Inde a promis cinq milliards de dollars de prêts supplémentaires à l'Afrique. Au programme, plusieurs institutions à venir, fondées au titre du partenariat Inde-Afrique. Un institut des technologies de l'information est prévu au Ghana, un institut de planification de l'éducation au Burundi, un institut du commerce extérieur en Ouganda et un institut du diamant au Botswana, pour lesquels des accords-cadre ont d'ores et déjà été signés, a annoncé de son côté l'Union africaine.

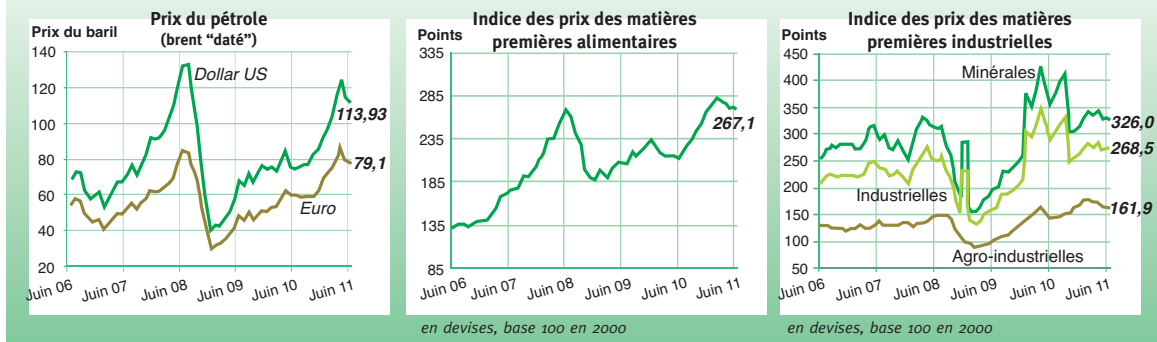
Juin

- le 4 • **CHILI – Transports aériens** : le volcan chilien Puyehue est entré en éruption ce 4 juin après un demi-siècle de sommeil. Des vents puissants ont apporté les cendres au-dessus du Sud des Océans Atlantique et Indien, vers l'Australie et la Nouvelle-Zélande, provoquant des annulations de vols dans le Pacifique et plusieurs pays de l'hémisphère Sud (Argentine, Uruguay, Australie et Nouvelle-Zélande).
- le 30 • **FRANCE – Chômage** : forte hausse du chômage en France : 33 600 chômeurs de plus en juin. C'est la plus forte hausse enregistrée depuis octobre 2009. Le nombre de chômeurs de catégorie A atteint désormais 2 720 400 en France métropolitaine, et le chômage des moins de 25 ans confirme son avancée.

indicateurs

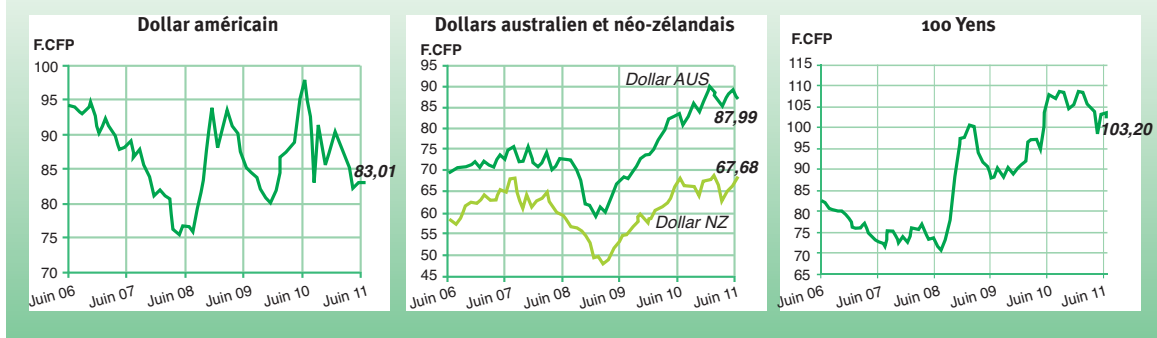
Industrie

Source : INSEE



Change

Source : Banque de Polynésie



Indices boursiers

Source : yahoo finance



Principaux indicateurs économiques - données brutes - deuxième trimestre 2011

	PIB (provisoire)		Indice des prix à la consommation	Taux de chômage	Taux directeur	Dernier changement
	Var. sur 3 mois	Var. sur 1 an	Var. sur 1 an	en fin de trimestre	Banques centrales	
États-Unis	1,0 %	1,6 %	4,4 %	9,2 %	0,25 %	17/12/2008
Zone Euro	0,2 %	1,7 %	2,7 %	9,9 %	1,25 %	07/04/2011
France ¹	0,0 %	1,7 %	2,3 %	9,7 %	1,25 %	07/04/2011
Japon	-0,3 %	-1,0 %	0,2 %	4,7 %	0,00 %	06/10/2010
Australie	0,2 %	1,1 %	3,6 %	5,1 %	4,75 %	03/11/2010
Nouvelle-Zélande	0,1 %	1,5 %	5,3 %	6,5 %	2,50 %	10/03/2011
Chine	1,9 %	9,5 %	6,4 %	4,1 % ²	6,25 %	06/04/2011

¹ : Les Départements d'Outre-Mer sont inclus pour le taux de chômage et l'indice des prix.
² : Taux de chômage urbain (seul taux officiel).

Sources : Instituts statistiques nationaux, banques centrales, missions économiques, OCDE, Eurostats.

Actualité locale

Avril

- le 13 • **COMMUNES – Subventions d'État** : l'État a alloué 405 millions de F.CFP de subventions à 21 communes de Polynésie française, au titre de la Dotation d'Équipement des Territoires Ruraux (DETR). La DETR, qui remplace la « dotation globale d'équipement des communes » et la « dotation de développement rural », a vocation à aider les communes dans la réalisation de projets dans le domaine économique, social, environnemental ou touristique, ou favorisant le développement ou le maintien de services publics en milieu rural. 40 opérations ont été subventionnées par le DETR, permettant notamment l'acquisition de moyens de secours et de transport spécialisés, la construction et la rénovation de bâtiments communaux et d'établissements scolaires.
- le 29 • **CONSTRUCTION – Incitations financières** : les représentants de l'Assemblée de Polynésie ont adopté l'augmentation de l'enveloppe destinée au financement du dispositif de Prêt d'Accès à la Propriété (PAP), portant son montant de 6 à 7,9 milliards de F.CFP. Ce dispositif de soutien à l'investissement des ménages a connu, depuis sa mise en place en septembre 2010, un vif succès nécessitant une enveloppe additionnelle afin de pouvoir traiter favorablement les 225 dossiers qui restent en instance dans les banques.

Mai

- le 01 • **PRIX – Hydrocarbures** : le Conseil des Ministres a décidé une revalorisation des tarifs des hydrocarbures afin de tenir compte de la forte appréciation du cours du pétrole au cours des derniers mois ainsi que de l'aggravation du déficit du Fonds de régulation des prix des hydrocarbures, estimé à 763 millions de F.CFP à fin avril 2011. A compter du 1^{er} mai, les prix de vente de l'essence à la pompe et du gazole augmentent de 10 F.CFP le litre, portant leur prix respectif à 160 F.CFP et 147 F.CFP le litre.
- le 02 • **FINANCES PUBLIQUES – Prêt AFD** : la Ministre chargée de l'Outre-mer et le Président du gouvernement de la Polynésie française ont signé un protocole d'accord pour l'octroi d'un prêt de 41,9 millions d'euros (5 milliards de F.CFP) par l'Agence française de Développement (AFD) à la Polynésie française. Le versement des deux tranches du prêt, de respectivement 25 et 16,9 millions d'euros (3 et 2 milliards de F.CFP) est soumis à certaines conditions, notamment la mise en oeuvre de mesures visant à réduire les dépenses de la collectivité et à améliorer ses recettes.
- le 04 • **PERLICULTURE – Douanes** : la Douane a saisi plus de 43 000 perles de Tahiti, transportées dans des glacières ou envoyées en colis en fret embarqué, pour un poids global de 82 kg. Après régularisation, les expéditeurs et destinataires des perles se sont vus infliger de sévères amendes transactionnelles.
- le 20 • **SANTÉ – Protection sociale** : l'Assemblée de la Polynésie française a voté deux nouvelles lois de Pays portant sur diverses dispositions relatives à la protection sociale généralisée (PSG). Afin d'endiguer le déficit de la branche retraite de la PSG, l'âge de départ à la retraite anticipée est désormais fixé à 52 ans, contre 50 ans auparavant, et la durée minimale de cotisation des salariés a été portée à 20 ans, contre 15 ans jusqu'à présent. Quant au plafond du taux de cotisation, il est passé de 15 % à 16,77 %. Par ailleurs, afin de participer à la résorption du déficit de l'assurance maladie, ont été adoptées diverses mesures d'économie relatives à la prise en charge de certains frais et à l'assujettissement aux cotisations des salariés.
- le 31 • **COMMERCE EXTÉRIEUR – Exportations** : la vente de l'ATR 42-500 appartenant à la Polynésie française, au profit de la société MK Tek Europe, a rapporté de 740 millions F.CFP au territoire (exportations de mai).

Juin

- le 22 • **BANQUE – Prêt AFD** : Convention de financement bancaire : l'AFD et la Socredo ont signé une convention de refinancement pour 35 millions d'euros (4,18 milliards de F.CFP). Selon le directeur de l'établissement bancaire, ce refinancement est nécessaire à l'activité de crédit de la banque. Ces fonds doivent également servir à améliorer la maîtrise des risques et le renforcement des positions de taux et la liquidité de la banque. Quant à la BRED, détentrice de 15 % du capital de la Socredo, elle devrait apporter un complément de l'ordre de 1,7 milliard de F.CFP.

Zoom sur la conjoncture

Premier semestre 2011 / premier semestre 2010

Le commerce extérieur et le tourisme polynésiens bénéficient de la reprise de la demande mondiale, mais insuffisamment pour relancer l'activité du Pays et créer des emplois.

(+21 %), le monoi (+2 %) et la vanille (+1 %) dont les recettes ont dépassé les 100 millions de F.CFP au premier semestre, un record. Le prix unitaire de la nacre est quant à lui en baisse de 14 %.

Les exportations de produits locaux freinées par la perle

La reprise des flux commerciaux mondiaux se poursuit en 2011, sur la base des gains importants enregistrés en 2010 (+14,5 %), avec une croissance plus lente mais encore légèrement supérieure à la moyenne des dernières années. Cette reprise de la demande mondiale est bénéfique pour les produits locaux exportés, excepté pour les deux plus importants que sont la perle de culture brute (65 % des recettes à l'export, contre 90 % en 2000) et le noni (7 %), qui affichent des résultats en baisse. L'ensemble des recettes à l'export (stables en glissement annuel) demeure ainsi largement handicapé par la crise que traverse le secteur perlicole polynésien ; la surproduction créant un déséquilibre entre l'offre et la demande, le prix moyen de la perle de culture brute demeure inférieur à 500 F.CFP le gramme depuis trois ans (au cours du premier semestre), pénalisant ainsi les recettes globales. Le manque d'organisation de la commercialisation ne favorise pas non plus le retour à des prix en phase avec la qualité du produit. Depuis le début de l'année, les exportations de perles de culture brutes sont en baisse avec un tonnage qui passe de 8 tonnes en 2010 (niveau le plus élevé jamais enregistré) à 6,7 tonnes en 2011. Cette différence s'explique en partie par la baisse de 1,3 tonne des ventes à notre principal partenaire, Hong Kong.

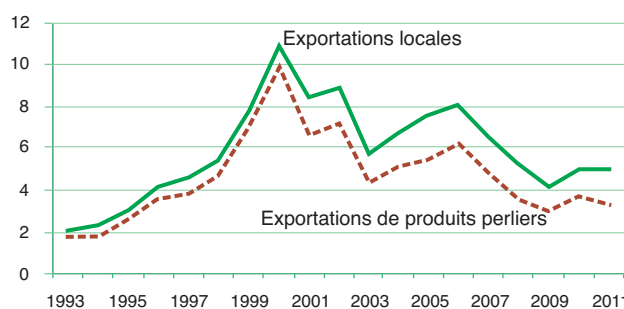
L'exportation de noni atteint 233 tonnes en juin ; ce bon résultat ne compense pourtant pas le retard accumulé depuis le début d'année. Les ventes de noni accusent une baisse de 14 % en valeur comme en volume au premier semestre 2011. Les valeurs et volumes des autres produits exportés sont plus élevés que l'an passé. Leurs prix unitaires sur les six premiers mois de l'année sont en hausse pour l'huile de coprah (+118 %), les poissons

Le tourisme reprend des couleurs

Selon l'Organisation Mondiale du Tourisme (O.M.T.), la reprise du tourisme mondial amorcée en 2010 se confirme début 2011. Les arrivées de touristes internationaux ont progressé de 4,5 % au cours de la première moitié de l'année 2011, malgré l'impact du « printemps arabe », ainsi que les événements tragiques au Japon, qui affectent temporairement les flux touristiques à destination de ces régions. D'après la dernière édition du Baromètre OMT du tourisme mondial, la croissance a été positive dans toutes les régions du monde, à l'exception du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord. Certaines ont affiché des taux de croissance à deux chiffres : l'Amérique du Sud (+15 %), l'Asie du Sud (+14 %) et l'Asie du Sud-Est (+10 %). Les résultats des derniers mois montrent que les destinations comme l'Égypte, la Tunisie et le Japon connaissent une reprise certaine de la demande. Dans le Pacifique, l'Australie, les îles Cook, Fidji ou encore Hawaii enregistrent tous une hausse des arrivées de visiteurs.

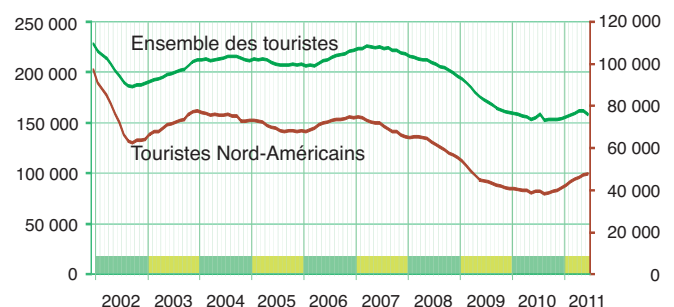
En Polynésie française, les chiffres confirment cette embellie. Depuis le début de l'année, 74 440 touristes ont été accueillis, soit une hausse de 17,8 % par rapport au premier semestre 2010. Sur les 6 premiers mois de l'année, ces effectifs sont les plus élevés depuis 3 ans. Ce retour de l'activité touristique bénéficie essentiellement à l'hébergement payant (+21 %), en particulier aux croisières (+50 % de croisiéristes), et ce grâce au retour de la clientèle Nord-américaine (+51 %) qui progresse pour le dixième mois consécutif. La durée moyenne de séjour progresse d'une demi-journée (14,3 jours) suite à la hausse des nuitées vendues (+13 %, +120 000 nuitées pour 11 200 touristes supplémentaires sur la période). L'hôtellerie internationale profite de ce dynamisme et augmente son

Les exportations au premier semestre de chaque année,
en milliards de F.CFP



Sources : Service des Douanes, ISPP

Effectifs touristiques



Source : ISPP

remplissage de 5,3 points sur un an, à 45 % au cours du premier semestre 2011. Le nombre de chambres offertes a progressé de 3 000 unités (+0,8 %), tandis que le nombre de chambres vendues augmente de 20 000 unités (+14 %).

Le retour de l'inflation

L'actualité internationale du premier trimestre 2011 a été marquée par les conséquences de la flambée des prix de l'alimentaire. Malgré une légère accalmie au début du deuxième trimestre, l'inflation sur les produits alimentaires demeure soutenue par les hausses des prix des matières premières, lesquelles pourraient bien perdurer au vu des graves événements climatiques survenus. La catastrophe qui a touché le Japon a réduit ses capacités de production industrielle et va sans aucun doute provoquer des ruptures d'approvisionnement (industries automobiles, de composants et fournitures électroniques), et les intempéries aux États-Unis ont ralenti leur production. Les hausses récentes des cours des matières premières industrielles et alimentaires risquent de se diffuser dans l'économie via les prix de production. L'inflation devrait être soutenue jusqu'en fin d'année, la suite dépendra de l'évolution des prix des matières premières et de l'énergie.

La Polynésie française qui importe près de 30 % de son PIB, subit de fait une partie de cette inflation : la valeur des produits importés est stable par rapport à 2010, tandis que les volumes correspondants diminuent nettement. Ce phénomène est particulièrement marqué sur les biens alimentaires et les produits énergétiques. Ainsi, après une légère accalmie au cours du premier trimestre 2011, l'inflation s'accélère en Polynésie française au deuxième trimestre et s'établit à +2,5 % à fin juin. Elle est toujours essentiellement entretenue par les produits alimentaires et

l'énergie, auxquels viennent s'ajouter d'une part, des taux de changes peu favorables, d'autre part, de forts niveaux d'inflation chez nos partenaires commerciaux.

Les prix des produits alimentaires progressent de 4 % sur un an, entraînés par l'inflation sur le poisson (+18 %) et la viande (+3 %). La hausse du cours des matières premières agricoles au niveau international se ressent sur les prix des huiles et graisses (+5 %) ainsi que sur les produits sucrés (+4 %) dont les prix ont augmenté rapidement en avril (+1,6 %). Cette inflation se répercute sur les tarifs pratiqués par les restaurants (+3 %), tandis que les cantines n'ont augmenté leurs tarifs que de 0,4 % sur la même période.

La hausse des prix de l'énergie pèse sur le poste des dépenses liées au logement (+4,6 %) à travers les prix de l'eau, gaz et combustibles (+11,5 %). Idem sur les tarifs des transports (+4,3 %) avec la hausse du prix du carburant (+14 %). Les services de transports aériens augmentent de 2,6 % entre juin 2010 et juin 2011, et de 5,5 % entre le premier semestre 2010 et le premier semestre 2011 (inflation moyenne). Les prix des voyages à forfait augmentent de 3 % sur un an.

Les hôtels ont baissé leurs tarifs de 2,3 % entre juin 2010 et juin 2011. En moyenne sur le premier semestre, la baisse n'est cependant que de 0,8 % en glissement annuel.

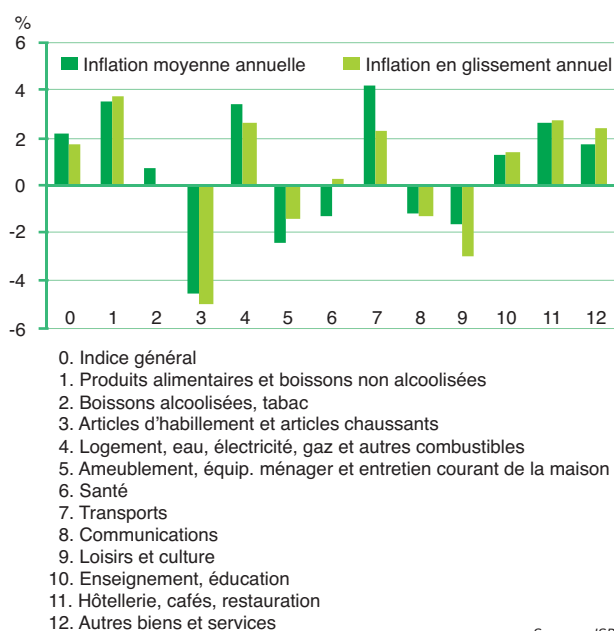
Les autres biens et services augmentent de 2,5 %, entraînés essentiellement par les services de coiffure et esthétique (+3,8 %), la protection sociale (+2,8 %) et les assurances (+3,8 %), en particulier celles liées à la santé (+18,6 %).

La consommation et l'investissement atones, l'emploi se détériore

La consommation des ménages est à la peine dans les grandes économies occidentales, du fait d'un chômage persistant qui tire les salaires à la baisse, et de prix en hausse qui amputent le pouvoir d'achat. Dans un tel contexte, le consommateur recentre ses dépenses sur ses besoins essentiels, en l'occurrence les produits alimentaires. Ainsi, les volumes des importations de biens de consommation (non alimentaires), et de produits de l'industrie automobile diminuent entre le premier semestre 2010 et le premier semestre 2011. Il faut remonter à 1997 pour trouver des importations aussi faibles pour l'industrie automobile. Les nouvelles immatriculations de véhicules confirment cette tendance avec une baisse de 26 % au premier semestre, en glissement annuel. De même, le volume des importations de produits énergétiques diminue depuis le début de l'année et demeure à des niveaux équivalents à ceux importés avant 2003.

Si la baisse de la consommation de produits manufacturés semble normale en période de crise, la baisse des volumes de biens de consommation alimentaire importés, sans hausse de la production locale, est plus inquiétante car ces importations devraient suivre l'évolution

Inflation par grand poste de consommation
juin 2011



de la population qui demeure régulière depuis 2004 (supérieure à +1 %), tirée par une structure par âges favorable à la natalité.

Le chiffre d'affaires des commerces de détail ainsi que la consommation d'électricité, en retrait sur un an, viennent confirmer la tendance à la dégradation de la consommation des ménages, mais aussi des entreprises.

Cette diminution de la consommation des ménages a bien sûr des conséquences sur les résultats des entreprises, qui reportent leurs investissements ; les importations de biens d'équipement se situent au même niveau qu'au début des années 2000, signe que la santé des entreprises se dégrade. Les importations de biens intermédiaires se maintiennent notamment grâce au ciment dont les volumes importés sont en hausse par rapport au premier semestre 2010, tout en restant aux niveaux de 2001.

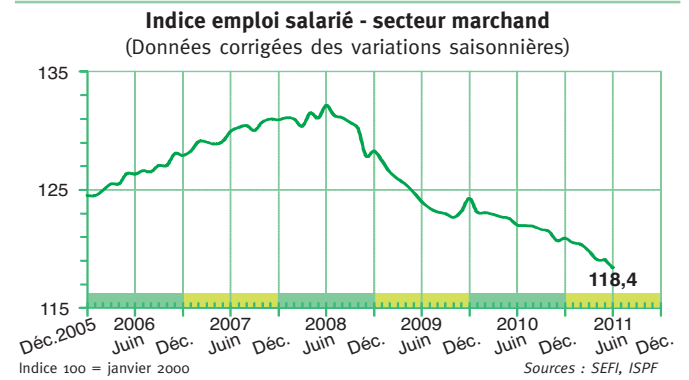
L'évolution de l'épargne témoigne des tensions de trésorerie des agents économiques, avec une collecte de dépôts qui n'a cessé de ralentir (les actifs financiers hors zone d'émission ont progressé de 8,4 % en rythme annuel tandis que les dépôts locaux se sont contractés de 1,4 %), une forte augmentation de l'encours des créances douteuses, et une nette réorientation de l'épargne vers les placements à long terme. Les perspectives pour le second semestre font craindre aux chefs d'entreprises une nouvelle dégradation de leur courant d'affaires et n'excluent pas, dans ce cas, de procéder à des réductions d'effectifs.

Les effectifs salariés déclarés à la Caisse de Prévoyance Sociale (C.P.S.) à fin mars 2011 diminuent sur un an (-1,8 %), pour la troisième année consécutive, et retrouvent leur niveau de mars 2005. Les estimations à fin juin 2011 pour le seul secteur marchand, annoncent une

baisse de 3 % sur un an. Les secteurs de la construction, du commerce et de l'hôtellerie-restauration sont les plus touchés, mais demeurent toutefois les premiers pourvoyeurs d'offres d'emploi tout au long de l'année en raison d'un fort turn-over de la main d'œuvre.

Tandis que le nombre de salariés diminue et que le nombre de demandeurs d'emploi a atteint un niveau record (ils ont doublé en dix ans), les offres d'emploi sont quant à elles encore en baisse ; le nombre quotidien d'offres d'emploi normal proposé par le service de l'emploi est désormais inférieur à 200 postes (200 à 250 en 2010, et 250 à 300 dans les années 2000). Sur le premier semestre, le nombre de postes offerts diminue de 30 %, soit 1 060 postes, le niveau le plus bas de ces quinze dernières années. Parallèlement, l'incitation au maintien de l'emploi (I.M.E.) a concerné 3 200 personnes, soit 15 % de moins qu'au premier semestre 2010.

Ainsi, les ménages et les entreprises polynésiennes demeurent attentistes, handicapés par une inflation et un chômage persistants. Seul l'investissement public semble à ce jour en mesure de relancer l'activité.



Le **baromètre** économique de la Polynésie française

		Moyenne Trimestrielle	Tendance par trimestre précédent	rapport à la moyenne du même trimestre de l'année précédente	
EMPLOI	<i>données brutes - sources : SEFI, CPS, ISPF</i>				
	Taux de chômage	Recensement de la population 2007	11,7 %	-	
	Emploi salarié (secteur privé)	1er trim. 2011	38 261	↘ -3,4 %	↘ -18,0 %
	DEFM	2ème trim. 2011	8 356	↘ -1,7 %	↘ -10,2 %
	Offres d'emploi normal	2ème trim. 2011	178	↘ -11,5 %	↘ -27,2 %
	Heures travaillées (secteur privé)	1er trim. 2011	6 466 175	↘ -3,4 %	↘ -1,4 %
ENTREPRISES	<i>données brutes - source : ISPF</i>				
	Créations (champs ICS)	2ème trim. 2011	167	↘ -1,8 %	↗ 7,7 %
	Radiations (champs ICS)	2ème trim. 2011	201	↘ 2,4 %	↗ 26,9 %
TOURISME	<i>source : ISPF</i>				
	Taux d'occupation des hôtels	2ème trim. 2011	37,6 %	↘ -20,0 %	↗ 0,4 %
	Nuitées totales	2ème trim. 2011	140 242	↘ -28,6 %	↘ -4,6 %
BTP	<i>données brutes - sources : Service de l'Urbanisme, Douanes, ISPF</i>				
	Mises en chantier (PC publics)	2ème trim. 2011	nd	nd	nd
	Importations de Ciment (tonnes)	2ème trim. 2011	7 984	↘ -4,0 %	↗ 21,5 %
CONSO	<i>données brutes - sources : Service des Contributions, ISPF</i>				
	Immatriculation de véhicules neufs	2ème trim. 2011	355	↗ 2,1 %	↘ -26,5 %
PRIX	<i>sources : ISPF, INSEE, IEOM</i>				
	Indice des prix (base 100 décembre 2007)	2ème trim. 2011	105,10	↗ 1,0 %	↗ 1,6 %
	Masse monétaire M3 (millions de F.CFP)	2ème trim. 2011	392 463	↘ -0,5 %	↗ 0,6 %

nd : non disponible

Légende : Amélioration - Dégradation - Neutre

Tableau de bord général

COMMERCE EXTÉRIEUR

Sources : Service des Douanes, ISPF

en millions de F.CFP	juin 2010	avril 2011	mai 2011	juin 2011	Var. M/M-12	Var. T/T-4
Importations civiles (valeur CAF)	12 349	11 825	13 712	12 224	-1,0 %	-1,0 %
Exportations locales (valeur FAB)	1 096	795	785	909	-17,1 %	-4,6 %
dont perle de culture brute	809	500	389	510	-37,0 %	-26,4 %
nono	57	63	68	65	+14,7 %	+8,4 %
poisson	71	33	58	86	+21,8 %	+23,3 %
Balance commerciale (Exportations - Importations)	-11 252	-11 029	-12 926	-11 316	+0,6 %	-0,7 %
Taux de couverture réel (Exportations/Importations)	8,9 %	6,7 %	5,7 %	7,4 %	-1,44	-0,25

TOURISME

Source : ISPF

	juin 2010	avril 2011	mai 2011	juin 2011	Var. M/M-12	Var. T/T-4
Nombre de touristes	12 119	12 458	12 838	14 424	+19,0 %	+17,1 %
dont Américains (y.c. Hawaii)	3 232	3 926	4 440	4 590	+42,0 %	+38,4 %
Français	2 775	2 907	2 653	2 865	+3,2 %	+6,9 %
Nombre de nuitées	193 586	170 466	170 558	212 314	+9,7 %	+14,2 %
Durée moyenne de séjour (jours)	16,0	13,7	13,3	14,7	-7,9 %	-2,5 %
Recette Moyenne par Chambre occupée Hôtels Internationaux (F.CFP)	23 175	23 858	24 809	27 922	+20,5 %	+16,8 %
Coefficient Moyen de Remplissage - Hôtels Internationaux	50,5 %	48,0 %	53,5 %	56,1 %	+0,06	-0,97
Passagers débarqués à Faa'a (vols réguliers)	18 295	20 482	18 988	20 562	+12,4 %	+2,8 %

EMPLOI

Sources : CPS, SEFI, ISPF

	mars 2010	janvier 2011	février 2011	mars 2011	Var. M/M-12	Var. T/T-4
Effectifs salariés tous secteurs	56 127	54 176	54 503	55 111	-1,8 %	-1,8 %
Effectifs salariés secteur privé	39 287	37 981	38 134	38 669	-1,6 %	-1,4 %
Salaire Moyen (équivalent temps plein) tous secteurs	258 890	267 496	256 650	261 183	+0,9 %	+0,7 %
Salaire Moyen (équivalent temps plein) secteur privé	230 132	238 958	225 866	231 414	+0,6 %	+0,2 %
Heures travaillées tous secteurs	9 485 492	9 155 819	9 210 944	9 313 815	-1,8 %	-1,8 %
Heures travaillées secteur privé	6 639 552	6 418 815	6 444 721	6 534 988	-1,6 %	-1,4 %
	juin 2010	avril 2011	mai 2011	juin 2011	Var. M/M-12	Var. T/T-4
Demandes (nouvelles inscriptions)	2 769	1 816	2 646	2 225	-19,6 %	-20,0 %
Primo-demandeurs	583	306	447	371	-36,4 %	-35,3 %
Demandes d'Emploi non satisfaites en Fin de Mois (DEFM)	8 890	8 254	8 504	8 093	-9,0 %	-10,2 %
Nouvelles Offres d'Emploi Normal	255	123	228	151	-40,8 %	-27,2 %
Nouvelles Offres d'emploi aidé secteur marchand	92	61	349	283	+207,6 %	-3,3 %

CONSOMMATION DES MÉNAGES

Sources : Service des Contributions, Service des Transports Terrestres, ISPF

	2010 To1	2010 To3	2010 To4	2011 To1	Var. M/M-12	Var. T/T-4
Chiffre d'affaires des commerces (en millions de F.CFP)	45 810	49 576	55 155	44 692	//	-2,4 %
	juin 2010	avril 2011	mai 2011	juin 2011	Var. M/M-12	Var. T/T-4
Immatriculations Véhicules neufs	410	306	391	369	-10,0 %	-26,5 %

ENTREPRISES

Champ ICS : Industrie - Commerce - Services

Source : ISPF

	juin 2010	avril 2011	mai 2011	juin 2011	Var. M/M-12	Var. T/T-4
Créations ICS	170	149	164	189	+11,2 %	-3,8 %
Radiations ICS	195	221	203	179	-8,2 %	+7,7 %
Stock ICS	21 085	21 242	21 239	21 312	+2,3 %	+1,2 %
Stock global	53 130	54 099	54 177	54 356	-1,8 %	+2,4 %

PRIX A LA CONSOMMATION

Source : ISPF

	juin 2010	avril 2011	mai 2011	juin 2011	Var. M/M-12	Var. T/T-4
Indice Général (base 100 - déc. 2007)	103,06	104,48	105,21	105,61	+2,5 %	+2,4 %
Indice Ouvrier (base 100 - déc. 2007)	103,85	105,83	106,68	106,94	+3,0 %	+2,8 %
Indice Hors Transport Aérien International (base 100 - déc. 2007)	102,90	104,75	105,54	105,61	+2,6 %	+2,4 %
Index BTP (base 1 - août 2001)	97,513	100,442	100,760	100,729	+3,3 %	+3,6 %
Index TPP (base 1 - avril 2003)	97,189	102,503	103,766	103,797	+6,8 %	+6,8 %

Var T/T-4 : cumul (ou moyenne selon nature des données) des 3 derniers mois / cumul (ou moyenne) des 3 mêmes mois de l'année précédente.